



URBANISME



« Il faudrait davantage de logements »

Le nombre d'habitants augmente assez peu, donc il n'y aurait pas d'urgence à construire de nouveaux logements ? Faux, répondent les membres de l'Union syndicale des aménageurs (Unam), une fédération dont le métier est d'imaginer des projets immobiliers résidentiels à l'échelle du quartier ou de l'ilot.

Jeudi 14 mars, à Brest, a été présentée l'étude scientifique menée avec l'Espi (École supérieure des professions de l'immobilier) sur les besoins en logements dans le territoire, en s'appuyant sur les chiffres de l'Insee.

En Bretagne, il en faudrait 18 000 nouveaux chaque année d'ici 2030.

« Certes, la population est en baisse dans certains endroits, mais la mécanique sociale écrase tout le besoin. La taille des ménages diminue et les modes de vie évoluent : les jeunes restent plus longtemps chez leurs parents, nous vivons plus vieux, la taille des foyers a diminué avec la multiplication des familles monoparentales », résume Paul Meyer, délégué général de l'Unam.

Sans surprise, les besoins sont les plus importants autour des grandes villes, Rennes, Vannes, Brest, Quimper... « C'est

la périphérie qui a accueilli les nouvelles populations ces dernières années, pas les centres-villes. Dans les cœurs de ville, nous avons laissé dériver des logements. Seules les personnes très aisées peuvent se permettre de réaliser des travaux. »

Quelles solutions, alors ? « Il faut que l'État libère tout le foncier à sa disposition, ce serait une solution immédiate. À Brest, par exemple, il y a quand même pas mal de friches disponibles... », glisse Arnaud Le Bourgeois, président de l'Unam Bretagne.

Mais la priorité de l'Unam « est le sauvetage du prêt à taux zéro pour tous. Un élément indispensable pour permettre aux classes moyennes d'accéder à la propriété. »

Ils vont désormais présenter le résultat de leur étude aux élus.

J.S.

<https://unam-territoires.fr/>